

Questions orales

M. Lumley: Je pense qu'il devrait élargir le cadre de ses statistiques.

Quant à sa deuxième question, le député sait que la loi m'interdit de divulguer les détails de toute demande présentée à l'Agence. Je peux cependant lui garantir que nous examinons la demande en question très attentivement comme il nous l'a recommandé.

Mme le Président: J'accorde la parole au député de Provencher pour qu'il pose une question supplémentaire.

* * *

LE MULTICULTURALISME

LE CONGRÈS UKRAINIEN—CRITIQUE DU DISCOURS DU
MINISTRE

L'hon. Jake Epp (Provencher): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre concernant ce qui s'est passé à Winnipeg lorsque des Canadiens d'origine ukrainienne ont commémoré la famine de 1932-1933 qui a fait environ sept millions de victimes. Au cours de cette cérémonie solennelle, son ministre d'État chargé des finances a tenu des propos qui sont certes parvenus aux oreilles du premier ministre à l'heure qu'il est. Quoi qu'il en soit, les délégués qui ont assisté à cette cérémonie, lui ont écrit pour lui dire que la déclaration du ministre était «inopportune, condescendante et totalement déplacée compte tenu de la nature de cette manifestation et de l'atmosphère qui y régnait». Étant donné que ces propos intempestifs ne concordent pas du tout avec les principes que le premier ministre a toujours défendus concernant la constitution et l'avancement du multiculturalisme au Canada, quelles mesures va-t-il prendre à l'endroit de ses ministres qui se permettent pareille déclaration?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le ministre concerné vient tout juste de m'expliquer ce qui s'est passé. Il n'a fait que citer les propos de Sifton, un politique fort connu et un ex-ministre chargé des immigrants en provenance des pays de l'Est. Sauf erreur, la citation offensante serait celle où il est question de familles nombreuses, de femmes robustes et ainsi de suite. Je ne vois pas ce qu'elle avait d'insultant. Si on me disait que mes aïeux sont venus de France vêtus de laine du pays et chaussés de sabots de bois et qu'ils n'étaient pas très propres, je n'en serais pas offensé le moins du monde. Je suis fier de mes ancêtres et je ne me sentirais pas déshonoré si quelqu'un décrivait de quelle façon ils sont arrivés d'Europe il y a quelques décennies ou quelques siècles.

● (1500)

Si le député essaie de faire oublier l'affront qu'un sénateur de son parti a fait dernièrement aux Indiens en disant qu'il vaudrait mieux les exécuter, il s'y prend certes fort mal.

M. Epp: Une question supplémentaire, madame le Président.

Mme le Président: Le député de Saint-Boniface.

M. Bockstael: Madame le Président, ma question...

Des voix: Une question supplémentaire!

M. Epp: J'ai une question supplémentaire, madame le Président.

Mme le Président: A l'ordre. Je dois me montrer juste envers tous les députés. J'ai permis au député de poser une question supplémentaire et je dois donc maintenant donner la parole au député de Saint-Boniface qui la demande depuis le début de la période des questions.

* * *

PETRO-CANADA

L'ANNONCE DE LA FERMETURE D'UN RESTAURANT DE
ROUTIERS

M. Robert Bockstael (Saint-Boniface): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, dont relève Petro-Canada. A Warren's Corner, sur la Transcanadienne, en face de la Monnaie de Saint-Boniface, Petro-Canada possède une station-service et un restaurant de routiers ouverts 24 heures sur 24, lesquels se sont révélés un atout précieux pour les habitants du coin, les touristes et les camionneurs depuis 30 ans. Petro-Canada a annoncé qu'elle allait remplacer cette installation par une simple station libre-service sans restaurant.

Des voix: Oh, oh!

M. McDermid: Puisque c'est à nous, arrangez donc les choses!

Mme le Président: A l'ordre. Le député pourrait peut-être nous épargner tous ces détails...

M. Andre: Axworthy, votre place au cabinet n'est pas menacée.

Mme le Président:... et en venir à sa question proprement dite.

M. Bockstael: Le ministre peut-il obtenir de Petro-Canada la promesse que des installations complètes destinées aux touristes et aux routiers seront rétablies à cet endroit, simultanément avec l'ouverture de la station libre-service?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Construirais un bureau de poste.

Mme le Président: A l'ordre. Tous les députés ont le droit d'entendre la réponse à leur question. C'est ce que souhaite sans nul doute le député de Saint-Boniface et je demande à la Chambre de faire preuve de bonne volonté.

M. Chrétien: Madame le Président, je ne suis pas au courant des détails de cette affaire. Bien entendu, c'est une décision qui appartient à la société. Je sais que certaines personnes à Winnipeg se sont plaintes à ce sujet parce que les résidents locaux utilisaient également ces installations. Je vais entrer en contact avec les responsables de Petro-Canada et leur demander, quand ils apporteront ces changements prévus de s'assurer que la société offre le meilleur service possible à la population.